

Mérignac

Plus d'aide aux devoirs

Thierry Millet, élu d'opposition, propose à la ville d'investir dans un internat de jour pour lutter contre l'illettrisme des enfants. En ponctionnant le budget culture.



Thierry Millet estime que la ville doit investir dans la lutte contre l'échec scolaire. (photo d. m.)

Lors du dernier Conseil municipal du 2 avril, Jean-Marc Guillembet, maire adjoint à l'action sociale, l'emploi et l'insertion, avait présenté une délibération sur le projet social de la ville. Il proposait un accompagnement de la population, particulièrement les jeunes et les personnes âgées, à tous les niveaux : insertion professionnelle, santé, habitat, sport, culture, éducation, lutte contre les discriminations, solidarité, handicap. « Pour ne laisser personne sur le chemin », avait souligné l'élus.

Pour Thierry Millet, et son groupe Agir pour Mérignac, cette proposition pêchait par une lacune : « Le problème essentiel de l'illettrisme n'y était pas traité. Certes, je souscris aux principes énoncés par Jean-Marc Guillembet, mais je pose à nouveau la question de savoir à quoi faut-il donner la priorité ? À la culture ou à l'instruction ? », interroge le conseiller d'opposition.

Culture et instruction

Thierry Millet revient donc sur un thème qui lui est cher : le budget de la culture. « La réussite culturelle de la ville doit-elle être mesurée à l'aune des mètres carrés que totalisent le Pin-Galant, la Vieille-Église, la médiathèque, le futur conservatoire ? Je rappelle que 10 % des jeunes Mérignacais sortent du système scolaire et éprouvent des difficultés majeures face à l'écrit. Et n'ont pas ensuite l'instruction nécessaire pour affronter la vie. Je pense que les besoins sociaux vont s'amplifier et que les collectivités locales devront y faire face. Dans ces cas-là, on vient frapper à la porte du CCAS ou de la mairie, pas du ministère. D'où ma proposition de créer des internats de jour où les

enfants seraient accueillis par des enseignants et des bénévoles, après les cours, le week-end et pendant les vacances. » Et pour financer cette aide aux devoirs ? « Si l'on réduit le coût du futur conservatoire de 15 à 12 millions, la différence, soit 3 millions, pourrait être affectée à cette proposition », détaille l'élue du Nouveau centre.

« Son faux nez de centriste »

Jean-Marc Guillembet a son avis sur la question : « Nous avons déjà un certain nombre de dispositifs de lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisation. Il y a aussi des formations au savoir de base, et d'autres comme l'initiation à l'informatique qui permettent chaque année à 300 Mérignacais en phase d'insertion de se remettre sur le chemin de l'emploi. Les centres sociaux s'occupent de l'aide aux devoirs. Des initiatives existent donc et ce n'est pas la peine de les démultiplier. Au contraire, je crois qu'il faut concentrer nos efforts sur le projet social et donner de la cohérence à toutes les actions. »

Gérard Chausset, adjoint vert à l'environnement et aux déplacements, ne ménage pas l'opposant : « Thierry Millet nous reproche généralement de trop dépenser. Or là, il mélange une dépense d'investissement avec du fonctionnement. Ensuite, il soutient un gouvernement qui a réduit les Rased et demande à une collectivité locale d'investir dans le soutien scolaire ! Une fois de plus, il utilise son faux nez de centriste et défend une politique de droite ! »

L'argument des Rased n'émeut pas Thierry Millet : « Le fait de dire, c'est pas moi, c'est l'autre est un discours archaïque. Il y a du monde à l'Éducation nationale. Le problème n'est pas le nombre mais l'affectation de ces personnels. » Il conclut : « Il faut penser global et agir local. »